

SERVICE D'INFRASTRUCTURE DE LA DEFENSE

UNITE DE SOUTIEN D'INFRASTRUCTURE
DE LA DEFENSE D'ANGOULEME

CS 52101
16021 ANGOULEME Cedex

Téléphone : 05.17.17.91.00
Télécopie : 05.45.22.42.87



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

**MINISTÈRE DES ARMÉES
ET DES ANCIENS COMBATTANTS**

MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

MARCHE N°

**CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES
PARTICULIERES**

Dispositions générales des lots 1 et 2.

(C. C. T. P.)

Maître d'ouvrage :

ETAT - MINISTERE DES ARMEES ET DES ANCIENS
COMBATTANTS

Maître d'œuvre :

SERVICE INFRASTRUCTURE DE LA DEFENSE (SID)

Objet du marché :

N° COSI : 60132

N° de Projet : 23094

**16 - BRIE - Champs de tir de la Braconne - CONSTRUCTION
D'UN MAGASIN DE STOCKAGE MUTUALISE**

DISPOSITIONS GENERALES

TABLE DES MATIERES

ARTICLE 1. - CONDITIONS RELATIVES A LA SOUMISSION	3
1.1. PRESENTATION DE L'OPERATION	3
1.2. DESCRIPTION SOMMAIRE DES OUVRAGES	3
1.2.1. - Terrain d'emprise	3
1.2.2. - Ouvrages à réaliser	3
1.3. RELEVES A EFFECTUER PAR LE SOUMISSIONNAIRE	4
ARTICLE 2. CONDITIONS RELATIVES AU TITULAIRE DU MARCHE	4
2.1. OBJET DU MARCHE	4
2.2. MARCHES COMPOSANT L'OPERATION.	4
2.3. ALLOTISSEMENT	4
2.3 - DOCUMENTS TECHNIQUES APPLICABLES AU MARCHE	5
2.4. - PLANS JOINTS AU MARCHE	5
2.5. - AUTRES DOCUMENTS PRESENTS AU MARCHE	5
2.6. - EXAMEN DES DOCUMENTS	6
2.7. - DEMARCHES A EFFECTUER	6
2.8. - RELEVES A EFFECTUER	6
2.9. - PIECES A FOURNIR PAR LE TITULAIRE DU MARCHE	6
ARTICLE 3. - ESSAIS ET CONTROLES	7
ARTICLE 4. - PRESCRIPTIONS GENERALES D'EXECUTION	7
4.1. - TRAITS DE NIVEAU	8
4.2. - MISE EN ŒUVRE DE SOURCES DE CHALEUR	8
ARTICLE 5. - INSTALLATIONS ET CONDITIONS PARTICULIERES DE CHANTIER	8
5.1. - INSTALLATIONS DE CHANTIER	8
5.2. - CLOTURE DE CHANTIER ET SIGNALISATION DE SECURITE	8
5.3. - PANNEAU DE CHANTIER	9
5.4. - SECURITE SUR LE CHANTIER	9
5.5. - INSTALLATIONS, FLUIDES ET ENERGIE MAINTENUES AUX FRAIS DU TITULAIRE	9
5.6. - REUNIONS DE CHANTIER	10
5.7. - HORAIRES DE CHANTIER	10
5.8. - TRAVAUX INTERESSANT LA DEFENSE – OBLIGATION DE DISCRETION	10
ARTICLE 6. - NETTOYAGE ET PROTECTION DES OUVRAGES	10
ARTICLE 7. - PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT	11
ARTICLE 8. - REMISE EN ETAT DES LIEUX	11

ANNEXE 1 : Panneau de chantier

DISPOSITIONS GENERALES**ARTICLE 1. - CONDITIONS RELATIVES A LA SOUMISSION****1.1. Présentation de l'opération**

Les travaux consistent à construire un magasin de stockage mutualisé pour le 515^e Régiment du Train et le 1^{er} RIMA au Champ de tir de La Braconne à BRIE (16). Le magasin se compose de :

- 4 cellules « durcies » dallages, murs et plafonds en BA épaisseur 45 cm avec goussets ;
- 2 cellules avec dallages, murs et plafonds en BA épaisseur 30 cm ;
- 8 cellules avec dallages et murs en BA épaisseur 20 cm avec toiture légère ;
- 2 locaux avec dallages et murs en BA épaisseur 20 cm avec toiture légère pour les déchets de tir.
- 2 locaux avec dallages et murs en BA épaisseur 20 cm avec toiture légère pour les emballages.
- 6 petits locaux pour le stockage provisoire.

La nouvelle construction sera en béton banché d'une épaisseur de 20 à 45 cm suivant une étude technique particulière du STBFT du 28/08/2003. Le magasin de stockage sera protégé par une clôture hauteur 2.15 m. L'accès véhicule à l'enceinte se fera par un portail coulissant à deux vantaux et l'accès piétons par un portillon. Un petit bâtiment à l'entrée de la zone recevra un local technique avec un poste de travail temporaire et un local DIRISI.

1.2. Description sommaire des ouvrages**1.2.1. - Terrain d'emprise**

D'une superficie d'environ 3 270 000 M2, le camp de La Braconne appartient en toute propriété au domaine public de l'état et se situe sur la commune de BRIE (16). La situation de l'immeuble apparaît sur le plan de situation joint. Le camp est coupé en deux parties par la RD 105 avec au sud, la zone vie et au nord, la zone technique. L'implantation du magasin de stockage neuf apparaît sur les plans de masse dans la zone technique.

L'accès au régiment se fera avec un contrôle d'accès réalisé au Poste de sécurité (PS) pour l'obtention d'un badge laisser-passer en échange d'un document d'identité et après vérification de la validité de votre CPR puis à la guérite d'accès à la zone technique.

1.2.2. - Ouvrages à réaliser

La construction d'un magasin de stockage en béton banché suivant l'étude particulière réalisée en 2003 par le STBFT. La surface du magasin est d'environ : 217 m² et pour le local technique 13.80 m².

Les travaux seront précédés de l'établissement par le maître d'ouvrage du permis de construire.

Sommairement, les travaux comprendront :

- Les installations de chantier.
- Les clôtures de chantier et la signalisation de sécurité.
- Le panneau de chantier.
- La construction d'une clôture (ZP) pour agrandir la surface protégée du camp militaire
- La réalisation des terrassements.
- La réalisation d'un merlon à deux pans.
- La réalisation des fondations
- La réalisation des travaux nécessaires au raccordement aux différents réseaux (courant fort et courant faible).
- La réalisation des évacuations des eaux pluviales.
- L'étude et la réalisation des fondations.
- La réalisation d'un plancher bas béton.
- L'étude et la réalisation des murs en béton banché y compris les murs séparatifs.
- La réalisation d'un plancher haut en béton.
- La réalisation d'une couverture en bac acier sec isolé ;
- La fourniture et la pose des blocs-portes métalliques ;

- La réalisation de divers petits travaux de serrurerie, de plâtrerie et de peinture ;
- La réalisation des installations électriques hors CADIVS ;
- La réalisation d'une clôture autour de l'enceinte pyrotechnique y compris le portail manuel et le portillon.
- La réalisation des travaux de voirie et divers aménagements extérieurs ;
- VARIANTE : La réalisation d'une aire de stationnement devant le magasin et la création d'un merlon à un pan.

1.3. Relevés à effectuer par le soumissionnaire

Le soumissionnaire effectuera une visite du site des travaux pour déterminer les difficultés de réalisation et définir les moyens à utiliser et les travaux complémentaires nécessaires à l'exécution.

ARTICLE 2. CONDITIONS RELATIVES AU TITULAIRE DU MARCHE

2.1. Objet du marché

L'objet du marché est la réalisation des travaux nécessaires à la construction d'un magasin de stockage.

2.2. Marchés composant l'opération.

L'opération comporte :

- Un marché de travaux comprenant un lot « VRD – Aménagements extérieurs » et un lot « Bâtiment » ;
- Un marché de contrôle technique ;
- Un marché de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé ;
- Un marché de coordination SSI ;
- Un marché d'Etude Sécurité Foudre ;
- Un marché AMO Cyber ;
- Un marché AMO ICPE ;
- Un marché AMO géotechnique ;
- Un marché Electricité CADIVS suivant Accords Cadre à Bons de Commande.

2.3. Allotissement

Le marché comporte 2 lots définis dans le tableau ci-dessous.

Désignation des lots	Désignation ST
LOT N° 01 : VRD - AMENAGEMENTS EXTERIEURS	
LOT N° 02 : BATIMENT	ST 1 : Gros-œuvre ST 2 : Charpente – Couverture. ST 3 : Menuiserie – Serrurerie. ST 4 : Plâtrerie - Peinture. ST 5 : Electricité hors CADIVS

NOTA :

Les travaux Electricité - CADIVS seront réalisés par une entreprise titulaire de l'habilitation « Secret » et autorisée à traiter des documents avec niveau de protection Diffusion Restreinte Spécial France.

Cette entreprise, dans le cadre de l'Accord Cadre à Bons de Commande SECPRO, gèrera les travaux de raccordement de l'alarme incendie sur le superviseur, les travaux d'installation, de raccordement et de report des alarmes anti-intrusion, les travaux d'installation, de raccordement, de mise en place et de commande depuis le PCP de la caméra « levée de doute », , les travaux d'installation, de raccordement, de mise en place d'un

2.3 - Documents techniques applicables au marché

- Le présent CCTP,
- Les documents énoncés dans l'article 2 du CCAP,
- Les documents publiés par le CSTB et relevant de la procédure de l'avis technique : cahiers et avis techniques,
- Les documents cités dans chaque corps d'état.

2.4. - Plans joints au marché

Les plans joints au marché sont au nombre de 16 dont l'inventaire est défini ci-dessous :

N° plan	Intitulé du plan
1	Plan de situation
2	Plan de masse zone technique
3	Relevé topo
4	Plan de masse. Réseaux.
5	Plan de masse partiel VRD. Version de base.
6	Plan de masse partiel VRD. Variante.
7	Plan installation de chantier.
8	Plan réseaux. Extrait. Détail 1.
9	Plan réseaux. Extrait. Détail 2.
10	Plan bâtiment
11	Coupes
12	Façades
13	Plan local technique
14	Plan électricité
15	Plan ventilation
16	Plan CADIVS

NOTA : Les plans sont donnés à titre indicatif.

Les plans 10 et 11 en version détaillée ainsi que les trois plans bâtiments Electricité, Ventilation et CADIVS seront remis au candidat lors de la visite obligatoire, avant remise de l'offre, contre la signature d'un document engageant le candidat à la discrétion concernant le projet et sur la diffusion des documents.

2.5. - Autres documents présents au marché

Documents à caractère spécifique :

- PGC SPS et ses trois annexes ;
- Rapport amiante dans les enrobés ;
- Rapport de vérification électrique du Poste 0127 ;
- Etude géotechnique G2 AVP ;
- Etude Foudre en trois éléments ;
- Etude SSI avec ses deux plans annexes ;
- Trame SOGED
- Diagnostic pollution des sols.
- Fiche Expression de Besoins DIRISI ;
- Etude particulière du STBFT de 2003.

Les premiers documents sont mis en ligne dans le cadre du DCE mais les deux derniers documents seront remis au candidat lors de la visite obligatoire, avant remise de l'offre, contre la signature d'un document engageant le candidat à la discrétion concernant le projet et sur la diffusion des documents.

2.6. - Examen des documents

En aucun cas, l'entrepreneur ne peut arguer de l'imprécision des pièces fournies, ou d'omissions pour refuser d'exécuter dans le cadre de son marché tout ou partie des ouvrages nécessaires au complet achèvement de ses installations. Il lui appartient d'apprécier l'importance et la nature des travaux et de proposer à la remise des offres, grâce à ses connaissances professionnelles, les modifications qui s'imposent pour obtenir une réalisation correcte des travaux.

Il doit aviser le Chef de l'USID de la non-conformité de certaines prestations, prévues dans le marché avant leurs exécutions. Cette non-conformité qui est due, soit à une modification de la réglementation depuis la remise de l'offre imposée pour la mise en service, soit à une anomalie du C.C.T.P., doit être portée par écrit par l'entrepreneur lors de sa remise d'offre.

Mais en tout état de cause, l'entrepreneur doit présenter une offre répondant strictement au présent CCTP qui sert de base pour le jugement des offres mais qui, le cas échéant, fera l'objet d'une mise au point avant notification du marché (sauf si l'anomalie a fait l'objet avant la remise des offres, d'un additif-modificatif au CCTP devant être pris en compte par les candidats).

2.7. - Démarches à effectuer

Le titulaire doit effectuer les démarches nécessaires auprès des organismes tels que mairie, préfecture, syndicat des eaux..., en vue de l'établissement des dossiers inhérents à la réalisation des travaux.

L'entrepreneur doit effectuer les démarches nécessaires auprès des organismes de normalisation tels que UTE, AFNOR..., auprès des organismes de contrôle pour réaliser une installation conforme.

Avant de commencer les travaux, l'entrepreneur est tenu de prendre contact avec toutes les administrations et les concessionnaires (RESE, EDF, ORANGE,) en vue d'obtenir les autorisations nécessaires au chantier.

2.8. - Relevés à effectuer

Avant le début des travaux et pendant la période des travaux, le titulaire doit effectuer tous les relevés nécessaires à la bonne exécution de ses prestations.

2.9. - Pièces à fournir par le titulaire du marché

En application des articles 8 et 9 du CCAP, les documents suivants sont à fournir par le titulaire du présent marché.

Pendant la période de préparation et avant l'exécution des travaux :

Il sera fourni :

- La liste des personnels et des véhicules les pièces d'identité de toutes les personnes intervenant sur le site avec copie des pièces d'identité,
- Le projet d'installation de chantier (baraquement, zone de stockage, etc...),
- Les plans particuliers de sécurité et de protection de la santé (PPSPS) de chaque entreprise intervenant sur le chantier,
- Le plan particulier pour la gestion et l'élimination des déchets (PPGED),
- Le planning d'exécution des travaux,
- Les plans de coffrage et de ferrailage,
- Les notes de calculs, plans de détails, plans de réservations,
- Les plans et schémas d'exécution (électricité, ventilation),
- Les avis techniques sur matériaux et procédés,

- Les documentations commerciales et techniques, les échantillons des produits proposés, etc ...

En cours d'exécution :

Il sera fourni :

- Les différents registres.
- Les bordereaux d'acceptation et de suivi de déchets.
- Les résultats des essais et contrôles.
- Une série de 24 photos chaque mois, permettant de visualiser les différentes étapes du chantier.
- Les photos seront numérotées et datées. Elles seront remises chaque mois au maître d'œuvre sur support numérique (clé USB).

Après achèvement des travaux :

En complément à l'article 40 du CCAG, il sera fourni en trois exemplaires au Maître d'œuvre :

- Les notices techniques et la nomenclature des pièces de tous les matériels mis en œuvre.
- Les consignes détaillées de fonctionnement des installations permettant à toute personne chargée de la maintenance d'intervenir sans erreur ni omission, ainsi que les garanties sur les différents matériels.
- Les procès-verbaux des essais et contrôles.
- Le rapport de vérification initiale des installations électriques réalisée par un organisme de contrôle agréé.
- Les plans et les schémas d'exécution "certifiés conformes" à la réalisation (documents sur support papier)
- Un relevé informatique des travaux effectués sur support CD regroupant l'ensemble des informations au format DGN « Microstation Connect ».
- L'entrepreneur titulaire du présent marché devra collecter les différents documents demandés à l'article « Dossier des ouvrages exécutés » des différentes sections techniques et constituera le DOE général en 3 exemplaires.
- Cette liste n'est pas exhaustive.

ARTICLE 3. - ESSAIS ET CONTROLES

Les conditions dans lesquelles sont réalisés les essais de contrôle et les épreuves sont définies au C.C.A.P. et aux articles 24 et 38 du C.C.A.G.

La nature des essais et contrôles est définie dans le CCTP propre à chaque section technique concernée.

ARTICLE 4. - PRESCRIPTIONS GENERALES D'EXECUTION

Les réservations, percements et trous pour scellements sont à la charge de l'entreprise titulaire du lot N° 02 ST 01 Gros-œuvre, dans la mesure où les emplacements sont fournis en temps utile par les entreprises titulaires des autres lots ou sections techniques.

Les réservations de scellements seront effectuées par incorporation de "taquets", de polystyrène expansé, taillés en queue d'aronde.

La fourniture des douilles, rails, taquets en bois, etc. incombe aux entreprises intéressées et la mise en place à l'entreprise de Gros œuvre.

Pour les passages des canalisations dans les ouvrages en béton armé, les entrepreneurs concernés fourniront des fourreaux à l'entrepreneur de Gros œuvre qui en assurera la pose et le scellement.

En particulier, pour le cas du scellement de la charpente :

- les refouilllements, percements et scellements à l'aide de liants hydrauliques sont à la charge du titulaire du Lot N° 02 ST 01 Gros-œuvre,
- la fourniture d'organes d'ancrage tels que : boîtiers, platines scellées, mannequins, etc. est à la charge du titulaire de la section technique N° 02 « Charpente - Couverture » au titulaire de la section technique « Gros œuvre »,

- les scellements à sec (chevilles, goujons dans douilles, etc.) sont dus au titre de la section technique N° 02 « Charpente Couverture ».

4.1. - Traits de niveau

Le trait de niveau sera tracé et entretenu par l'entrepreneur de Gros œuvre. Il sera tracé autant de fois qu'il sera nécessaire jusqu'à la fin du chantier, sans que l'entrepreneur puisse prétendre à une indemnité.

4.2. - Mise en œuvre de sources de chaleur

L'exécution des travaux nécessitant la mise en œuvre d'une source de chaleur mobile (chalumeau, lampe à souder...) devra être précédée de la remise au Maître d'œuvre d'une fiche indiquant :

- . la nature, le lieu, la date et la durée du travail à effectuer,
- . les mesures de prévention prises contre les risques d'incendie,
- . les moyens éventuels de lutte contre l'incendie prévus sur le chantier concerné.

Ils pourront être soumis dans des cas particuliers à autorisation du Maître d'Œuvre.

ARTICLE 5. - INSTALLATIONS ET CONDITIONS PARTICULIERES DE CHANTIER

5.1. - Installations de chantier

Le titulaire du lot N° 02 ST N° 01 Gros-œuvre aura à sa charge la mise en place, l'entretien et le raccordement au réseau eau des baraquements de chantier suivants :

- Une salle de réunion avec une armoire, des tables et des chaises en nombre suffisant ;
- Des sanitaires en nombre suffisant pour l'ensemble de son personnel et celui des autres sections techniques (1 lavabo pour 10 personnes, 1 WC et 1 urinoir pour 20 personnes, 1 douche pour 20 personnes) ;
- Un vestiaire pour son propre personnel et celui des autres corps d'état (1,25 m² minimum par personne). Il sera équipé de bancs et de placards en nombre suffisant ;
- Un réfectoire pour son propre personnel et celui des autres sections techniques (1,5 m² minimum par personne). Il sera équipé d'un nombre de tables et de chaises en nombre suffisant, d'un évier avec eau froide et eau chaude, de chauffe plats électriques, d'un réfrigérateur de contenance adapté, d'extincteurs portatifs en nombre suffisant.

Ces locaux seront dimensionnés en tenant compte de l'effectif prévisionnel de pointe du chantier. Ils devront être correctement éclairés, aérés, désinfectés et chauffés, conformément à la réglementation en vigueur.

Les frais de consommation (eau) de l'ensemble des installations seront à la charge du titulaire.

Le titulaire prévoira également :

- Une aire de stationnement des véhicules et engins de chantier,
- Une zone de stockage des matériels.

Seule, la préparation des plateformes pour ces aires est à la charge du lot N° 01. VRD – Aménagement extérieurs.

Le titulaire aura à sa charge, outre les obligations prévues à l'article 31 du CCAG, l'amenée et le repli du matériel et des baraquements de chantier, ainsi que la remise en état des lieux en fin de travaux.

L'implantation des installations de chantier sera réalisée par l'entrepreneur en accord avec le maître d'œuvre, pour éviter de gêner la réalisation du chantier et le fonctionnement du camp.

Ces différentes installations ne devront pas entraver l'accès des utilisateurs des bâtiments adjacents.

5.2. - Clôture de chantier et signalisation de sécurité

Le titulaire du lot N° 01. VRD. Aménagements extérieurs devra la fourniture et la mise en place de la clôture définitive extérieure de protection de la zone militaire en avance de phase par rapport au chantier et la signalétique (localisation du chantier) depuis le poste de sécurité d'accès à la zone technique en bordure de la RD 105 jusqu'au chantier.

Le titulaire du lot N° 02 Bâtiment, Section technique n° 01 Gros-œuvre devra la fourniture et la mise en place d'une clôture intérieure de chantier. Les clôtures seront grillagées et auront une hauteur minimale de 2 mètres. Elles

résisteront au vent, seront stabilisées par des massifs bétons et seront solidarisiées entre elles par des colliers adaptés et cadenassés.

Elles seront entretenues et maintenues en bon état pour assurer une fermeture efficace pendant la durée du chantier. Elles seront démontées et évacuées en fin de travaux.

Le titulaire de la section technique N° 01 Gros-œuvre devra aussi devra la fourniture et la mise en place provisoire d'un portail en deux vantaux condamnables reliant la zone de travaux à la zone technique militaire

Le titulaire de la section technique Gros-œuvre devra la fourniture et la pose d'une signalétique (chantier interdit au public, port du casque obligatoire, etc...) conforme à la réglementation en vigueur L'entrepreneur devra entretenir à ses frais les clôtures du chantier, le portail provisoire et la signalétique.

5.3. - Panneau de chantier

Le titulaire du lot N° 02 Section Technique N° 01 Gros-œuvre devra fournir et installer un panneau de chantier. L'emplacement sera désigné par le maître d'œuvre. Ce panneau devra être solidement amarré afin de résister aux effets du vent et entretenu durant le délai de réalisation des travaux. Sa superficie sera au minimum de 10 m². Ce panneau comportera les informations suivantes : l'intitulé de l'opération, le numéro du permis de construire, le maître d'ouvrage, le maître d'œuvre, les entreprises exécutant les travaux.

Voir Annexe à la fin du présent document.

Le panneau en contreplaqué CTBX sera fixé sur un support poteaux bois avec jambes de force et plots en béton, avec inscriptions réglementaires. Le panneau respectera les caractéristiques indiquées en annexe. Il comprendra la peinture et le texte. La prestation comprendra la dépose et l'évacuation du panneau après la réception définitive des travaux.

5.4. - Sécurité sur le chantier

Une visite préalable à l'ouverture du chantier, en présence du coordonnateur SPS, est obligatoire, afin d'avoir les éléments nécessaires à la rédaction du plan de prévention.

Les travaux devront être exécutés conformément aux règles de sécurité en vigueur, en particulier celles définies dans :

- Le code du travail.
- Le décret du 8 janvier 1965.
- La loi 93.1418 du 31 décembre 1993.
- L'arrêté du 19 mai 2020 relatif aux interventions d'entreprises extérieures et aux opérations de bâtiment et de génie civil dans un organisme du ministère de la défense.

5.5. - Installations, fluides et énergie maintenues aux frais du titulaire

Les installations, matériels et fluides, ci-après désignés seront mis en place par le titulaire du Lot N° 02 ST 01 Gros-œuvre pour l'exécution de l'ensemble des travaux :

- L'eau pour les travaux et eau potable pour les ouvriers ;
- La fourniture, la pose du compteur et les consommations sont à sa charge ;
- Le maître d'œuvre se réserve un droit de contrôle sur les installations complémentaires réalisées par l'entrepreneur ;
- Les lieux doivent être remis en état en fin de travaux avant l'expiration du délai d'exécution.

Les installations, matériels et énergie, ci-après désignés seront mis en place par le titulaire du Lot N° 02 ST 05 Electricité pour l'exécution de l'ensemble des travaux :

- L'énergie électrique reprise sur le local électrique 127 ;
- Le branchement électrique des bungalows fournis par le lot N° 02 ST 01 Gros-œuvre ;
- Les tableaux électriques de chantier ;
- La ligne « force » pour la grue si nécessaire
- La fourniture, la pose du compteur et les consommations sont à sa charge ;
- Le maître d'œuvre se réserve un droit de contrôle sur les installations complémentaires réalisées par l'entrepreneur ;
- Les lieux doivent être remis en état en fin de travaux avant l'expiration du délai d'exécution.

5.6. - Réunions de chantier

Un rendez-vous de chantier en présence du maître d'œuvre aura lieu en principe un jour par semaine.

Le titulaire du marché sera présent ou se fera représenté par un collaborateur qualifié, capable d'engager son entreprise depuis le début du chantier jusqu'à la réception des travaux.

Un compte-rendu consignant les décisions ou les requêtes intervenues en cours de réunion est établi par le maître d'œuvre.

5.7. - Horaires de chantier

Les horaires d'ouverture de chantier se réfèrent aux horaires réglementaires, soit :

- **Du lundi au jeudi : 8h00 à 12h00 et 13h00 à 17h00**
- **Le vendredi : 8h00 à 12h00**

5.8. - Travaux intéressant la défense – Obligation de discrétion

Les travaux se dérouleront sur un terrain militaire à accès contrôlé. Les entreprises seront soumises au règlement particulier en usage sur ce terrain dans les conditions énoncées ci-dessous, ainsi qu'aux règles de circulation intérieure édictées par le chef d'établissement.

- **Contrôle nominatif :**

Une liste nominative des personnels participant au chantier sera établie et fournie par le titulaire pour une date à fixer par le maître d'œuvre. Cette liste doit comporter pour chaque personnel les références de la carte d'identité ou celles de la carte de séjour pour les étrangers.

Pour ceux-ci, comme l'autorise les articles D.1221-23, D.1221-24, D.1221-25 et D.1221-26 du code du travail qui est entré en vigueur le 1er mai 2008, le maître d'œuvre exigera à l'appui de la liste nominative, la fourniture des copies des titres de travail. Tout étranger titulaire d'un titre de travail dont la validité est périmée, devra être exclu du chantier.

Le titulaire devra certifier que tous les personnels qu'il emploie sur le chantier sont en règle vis-à-vis des dispositions légales et réglementaires relatives aux conditions d'emploi de la main-d'œuvre.

- **Contrôle d'accès :**

Tous les personnels et véhicules des entreprises entrant dans l'enceinte du site devront être filtrés par le Poste de sécurité. Chaque personnel présent sur le chantier (entreprise titulaire et ses sous-traitants) portera de manière apparente un badge. Des contrôles inopinés de corrélation avec le registre unique du personnel pourront être opérés à tout moment par l'inspection du travail.

ARTICLE 6. - NETTOYAGE ET PROTECTION DES OUVRAGES

Tout titulaire d'un marché ou d'une section technique a la responsabilité du nettoyage et de la protection des ouvrages réalisés par ses soins jusqu'à la réception de l'ensemble.

La protection doit tenir compte des interventions des autres corps d'état sur ou à proximité immédiate des ouvrages concernés :

- Le titulaire du lot N° 02 ST 04 Plâtrerie - Peinture doit assurer la protection des surfaces livrées par d'autres corps d'état et susceptibles d'être tachées ou attaquées par les produits qu'il utilise.
- Le titulaire du Lot N° 02 ST N° 03. Menuiseries - Serrurerie, doit assurer la protection qui lui incombe des menuiseries tant extérieures qu'intérieures notamment les portes métalliques, ainsi que la visualisation temporaire des produits verriers mis en place par ses soins.

Pour ce qui concerne le nettoyage final avant réception :

- Tout titulaire d'un corps d'état doit l'enlèvement et l'évacuation des protections mises en place et le nettoyage des ouvrages ou équipements qui étaient protégés.
- Le titulaire du Lot N° 02 ST N° 04 Plâtrerie - Peinture doit en outre le balayage et le lavage des locaux. Le nettoyage des vitres est à sa charge.

ARTICLE 7. - PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

L'entrepreneur titulaire du présent marché prendra toutes mesures utiles pour éviter les souillures et pollutions de toute nature. Il sera tenu de prendre à ses frais toutes dispositions pour éviter qu'aux abords de son chantier les chaussées et les trottoirs ne soient souillés par les véhicules et engins circulant pour les besoins du chantier.

L'entrepreneur devra munir les moteurs à explosion qu'il utilise des silencieux et des dispositifs d'absorption des fumées efficaces, conformes aux arrêtés ou circulaires en vigueur.

L'entrepreneur ne pourra pas occuper la voie publique et les zones piétonnes pour les dépôts de matériaux.

L'entrepreneur sera responsable pendant la durée des travaux du maintien en bon état des voies, des réseaux, des clôtures et installations de toutes natures, publiques ou privées, affectées par ses propres travaux de préparation, réfection, construction ou nettoyage nécessaires.

Il devra de même permettre l'écoulement des eaux superficielles ou profondes, ainsi que la protection des ouvrages contre les aménées d'eau. Il fera son affaire personnelle de l'évacuation permanente des eaux par pompage ou par tout autre moyen adapté.

A défaut si l'un de ces travaux de protection, nettoyage ou autre n'était pas réalisé par l'entrepreneur après demande du maître d'Ouvrage celui-ci serait réalisé par une entreprise tiers, désignée par le maître d'ouvrage aux frais de l'entrepreneur.

L'entrepreneur devra s'engager à mettre en œuvre pour la réalisation des travaux un schéma d'organisation pour la gestion et l'élimination des déchets (SOGED). Le SOGED est le document dans lequel est détaillé l'ensemble des éléments concernant la gestion des déchets de chantier. Il explique les dispositions d'organisation et de suivi prévu pour assurer le tri, le suivi et la traçabilité des déchets de chantier.

Dans le plan particulier pour la gestion et l'élimination des déchets (PPGED), l'entrepreneur exposera et s'engagera sur les dispositions suivantes :

- Les centres de stockage et/ou centres de regroupement et/ou unités de recyclages vers lesquels seront acheminés les différents déchets à évacuer.
- Les modes de transport par lesquels seront acheminés les déchets.
- Les méthodes qui seront employées pour ne pas mélanger les différents déchets.
- Les moyens de contrôle, suivi et de traçabilité qui seront mis en œuvre pendant les travaux.

Les déchets seront triés dans les différentes bennes qui seront fournies et vidées par le titulaire du lot N° 02. Section technique N° 01. Gros-œuvre. Les bennes seront à la disposition des autres sections techniques.

Il est prévu la nomination par l'entreprise titulaire de la section technique N° 01 Gros-œuvre la nomination d'un correspondant environnement auprès du maître d'œuvre.

ARTICLE 8. - REMISE EN ETAT DES LIEUX

L'entrepreneur titulaire du présent marché devra la remise en état des terrains et le nettoyage général du site en fin de chantier.


Les travaux comprendront :

- Le remblaiement des excavations.
- Le nivellement des monticules.
- Le reprofilage superficiel du terrain.
- Le démontage des installations provisoires.
- Ainsi que l'évacuation de tous les déchets et autres matériaux stockés provisoirement.

La remise en état du site se fera sans apports de matériaux extérieurs (remblai ou terre végétale).

ANNEXE I

RELATIVE AU PANNEAU DE CHANTIER

<div style="display: flex; justify-content: space-between; align-items: center;"> < 2800 > </div> <div style="border: 1px solid black; padding: 5px; text-align: center; font-weight: bold;"> L'ETAT INVESTIT POUR VOUS </div>		^ 150 v 80 ^
	<div style="border: 1px solid black; padding: 10px;"> MINISTERE DES ARMEES ET DES ANCIENS COMBATTANTS ETABLISSEMENT DU SERVICE D'INFRASTRUCTURE DE LA DEFENSE </div>	^ 800 v 80 ^
<div style="border: 1px solid black; padding: 10px;"> 16 - BRIE – 515^e RT / 1^{er} RIMa Construction d'un magasin de stockage mutualisé </div>		v 80 ^ 600
<div style="border: 1px solid black; padding: 10px;"> PERMIS DE CONSTRUIRE Nom et raison sociale du bénéficiaire : MINISTERE DES ARMEES ET DES ANCIENS COMBATTANTS Numéro du permis de construire : PC Délivré le / / par ... </div>		v 80 ^ 600
<div style="border: 1px solid black; padding: 5px; margin-bottom: 5px;"> ○ </div>	<div style="border: 1px solid black; padding: 5px; margin-bottom: 5px;"> ○ </div>	v 80 ^ 150 v 80 ^
<div style="border: 1px solid black; padding: 5px; margin-bottom: 5px;"> ○ </div>	<div style="border: 1px solid black; padding: 5px; margin-bottom: 5px;"> ○ </div>	
<div style="border: 1px solid black; padding: 5px; margin-bottom: 5px;"> </div>	<div style="border: 1px solid black; padding: 5px; margin-bottom: 5px;"> </div>	
<div style="border: 1px solid black; padding: 5px; margin-bottom: 5px;"> </div>	<div style="border: 1px solid black; padding: 5px; margin-bottom: 5px;"> </div>	
<div style="border: 1px solid black; padding: 5px; margin-bottom: 5px;"> </div>	<div style="border: 1px solid black; padding: 5px; margin-bottom: 5px;"> </div>	

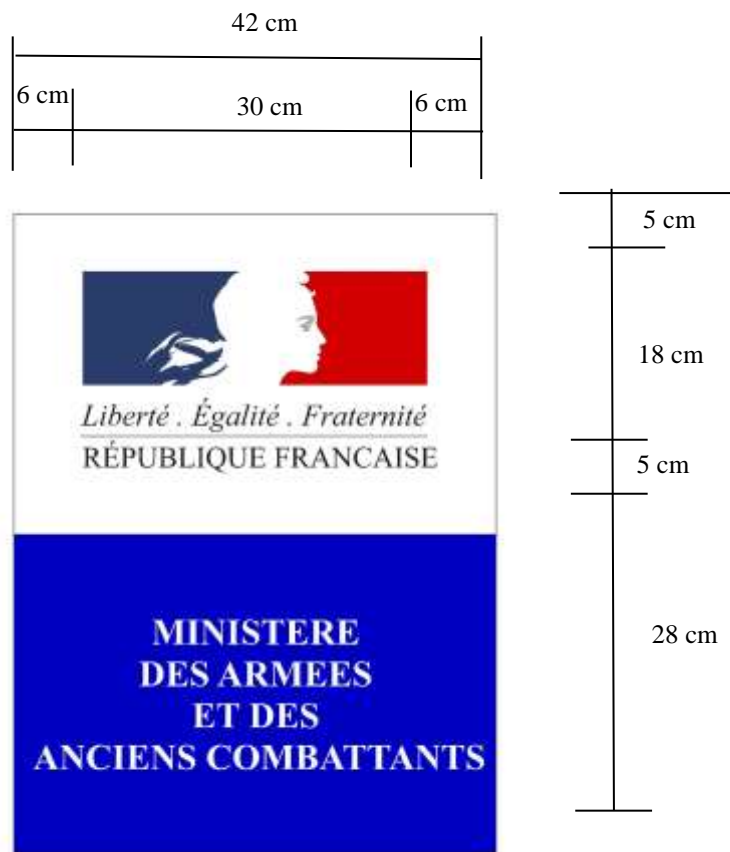
< 300 > 100
○

950 100 950
Indication du corps d'état, du nom de l'entreprise et de ses coordonnées

> 100 < 950 100 300 >

Les cotes sont exprimées en millimètres.

Logo République Française



Dimensions :

Longueur 420 mm x Hauteur 560 mm

Couleurs :

Quadri :

ROUGE : M 100% - J 100%

BLEU : C 100% - M 80%

NOIR : N 100%

3 tons directs :

ROUGE : Référence PANTONE Red 032

BLEU : Référence PANTONE Reflex Blue

NOIR

Typographie :

REPULIQUE FRANCAISE : Times new roman bold en capitale, corps 11, interligne 13, approche 10

Logo complet

